

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 96 (1978)
Heft: 81

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



A.Z.
3000 BERN I

Herrn / Frau / Fräulein / Firma
SCHWEIZERISCHE
LÄNDESRIBLIOTHEK
3003 BERN

3003

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce

Foglio ufficiale svizzero di commercio

Redaktion: Effingerstr. 3, Postfach 2170, 3001 Bern ☎ (031) 61 22 21
 Preise: Kalenderjahr Fr. 40.-, halbj. Fr. 24.-, Ausland Fr. 50.- jährlich
 Inserate: Publicitas ☎ (031) 65 11 11, pro mm 46 Rp., Ausland 52 Rp.
 Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen

Rédaction: Effingerstr. 3, case postale 2170, 3001 Berne ☎ (031) 61 22 21
 Prix: Année civile 40 fr., un semestre 24 fr., étranger 50 fr. par an
 Insertions: Publicitas ☎ (031) 65 11 11, le mm 46 cts, étranger 52 cts
 Paraît tous les jours, les dimanches et jours de fêtes exceptés

N° 81 - 1073

Bern, Samstag, 8. April 1978
 Berne, samedi, 8 avril 1978

96. Jahrgang
 96^e année

N° 81 - 8. 4. 1978

Inhalt - Sommaire - Sommario

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge - Faillites et concordats - Fallimenti e concordati

Handelsregister (Stiftungen) - Registre du commerce (fondations) - Registro di commercio (fondazioni)

Kantone - Cantons - Cantoni
 Zürich, Bern, Luzern, Nidwalden, Glarus, Fribourg, Basel-Stadt, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Ticino, Vaud, Neuchâtel.

Fabrik- und Handelsmarken - Marques de fabrique et de commerce - Marchi di fabbrica e di commercio 292278-292297

Bilanzen - Bilans - Bilanci

Ouvertures de faillites

(LP 231, 232; ORI du 23 avril 1920, art. 29 et 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (LP 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions; tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Berne (1328)

Faillie: Noël Babey & Cie SA, entreprise de bâtiments et de travaux publics, avec siège social à Boncourt.

Propriétaire des immeubles suivants:

Feuill. N°	Ban de Boncourt Lieu-dit et nature	Cont. a ca	Valeur officielle
623	Chemin du Crêt des Pierres, Entrepôt matériaux de construction, garage, bureau n° 11, carrière, aisance	18,03	342 800.—

Date de l'ouverture de la faillite: 22 février 1978.

Première assemblée des créanciers: mardi 18 avril 1978, à 16 h., dans la salle des conférences de l'office des faillites de Porrentruy (Château, rez-de-chaussée).

Délai pour les productions: 8 mai 1978; pour l'indication des servitudes: 8 mai 1978.

Observations

1. Les productions faites en son temps auprès du commissaire au sursis ne sont pas valables dans la faillite. Tous les intéressés doivent produire à nouveau auprès de l'office des faillites, 2900 Porrentruy.

2. Radiation au registre des grossistes

Toutes les déclarations de grossiste (n° 309 170), remises à l'époque par la faillie, sont révoquées en vertu de la présente publication.

2900 Porrentruy, le 4 avril 1978

Le préposé aux faillites:
R. Domont

Ct. de Berne (1330)

Failli: Babey Noël, 1941, ci-devant entrepreneur à Boncourt.

Propriétaire des immeubles suivants: 1/2 de copropriété

Feuill. N°	Ban de Porrentruy Lieu-dit et nature	Cont. a ca	Valeur officielle totale Fr.
2598	Chemin de l'Ermitage, chésal	17,18	54 980.—

soit pour 1/2 une valeur officielle de fr. 27 490.—.

Date de l'ouverture de la faillite: 22 février 1978.

Liquidation sommaire, art. 231 LP.

Délai pour les productions: 28 avril 1978, pour l'indication des servitudes: 28 avril 1978.

2900 Porrentruy, le 4 avril 1978

Le préposé aux faillites:
R. Domont

Kt. Luzern (1357)

Gemeinschuldner: Bürkli Siegfried (genannt Fredy), geb. 1924, von Entlebuch und Meggen, früher Inhaber der Einzelirma Leder-Bürkli, Theaterstrasse 13, Luzern, Wohnhaft Lerchenbühlstrasse 4a, Meggen.

Konkurrenzeröffnung: 6. März 1978 zufolge Wechselbetreibung.

Eingabefrist: bis 28. April 1978.

Der Konkurs wird im summarischen Verfahren durchgeführt, sofern nicht ein Gläubiger vor der Verteilung des Erlöses das ordentliche Verfahren verlangt und hierfür einen hinreichenden Kostenvorschuss leistet.

6000 Luzern, den 8. April 1978

Konkursamt Luzern-Land

Kt. Luzern (1355)

Gemeinschuldner: Fuchsli Herbert, geb. 1928, von Einsiedeln SZ, Architekt REG, früher Seefeldstrasse 17, jetzt Neuweg 3, 6003 Luzern.

Konkurrenzeröffnung: 9. März 1978 zufolge Insolvenzerklärung.

Eingabefrist: bis 28. April 1978.

Der Konkurs wird im summarischen Verfahren durchgeführt, sofern nicht ein Gläubiger vor der Verteilung des Erlöses das ordentliche Verfahren verlangt und hierfür einen hinreichenden Kostenvorschuss leistet.

6000 Luzern, den 8. April 1978

Konkursamt Luzern-Stadt

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse - Faillites - Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen bis spätestens Dienstag 12 Uhr bzw. Donnerstag 12 Uhr, beim Schweizerischen Handelsamtsblatt, Postfach 2170, 3001 Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, case postale 2170, 3001 Berne, le mardi et le jeudi jusqu'à 12 heures au plus tard.

Kt. Zürich (1327)

Gemeinschuldnerin: CMI Treuhand AG, Hauserstrasse 14, 8032 Zürich, früher Leutholdstrasse 12 und Thurgauerstrasse 39, in Zürich.

Datum der Konkureröffnung: 21. Februar 1978.

Erste Gläubigerversammlung: Dienstag, 18. April 1978, 14.30 Uhr, Restaurant Zunftstaus am Neumarkt, Neumarkt 5/7, 8001 Zürich.

Eingabefrist: bis 8. Mai 1978.

8030 Zürich, den 8. April 1978

Konkursamt Hottingen-Zürich:
J. Meier, Notar

Kt. Zürich (1309²)

Gemeinschuldnerin: Quadriga Wohnen AG, Utoquai 55, Zürich 8.

Datum der Konkureröffnung: 10. März 1978.

Erste Gläubigerversammlung: Mittwoch, 19. April 1978, 15 Uhr, im Restaurant «Drei Linden», Seefeldstrasse 124, Zürich 8.

Eingabefrist: 8. Mai 1978.

8034 Zürich, den 3. April 1978

Konkursamt Riesbach-Zürich:
F. Gfeller, Notar-Stellvertreter

Ct. de Berne (1329)

Faillie: Champ du Chêne SA en liquidation, commerce de bois, avec siège social à Courtedoux.

Date de l'ouverture de la faillite: 22 février 1978.

Liquidation sommaire, art. 231 LP.

Délai pour les productions: 28 avril 1978.

Observations

1. Les productions faites en son temps auprès de l'office comptable Wannier à Delémont ne sont pas valables dans la faillite. Tous les intéressés doivent produire à nouveau auprès de l'office des faillites, 2900 Porrentruy.

2. Radiation au registre des grossistes

Toutes les déclarations de grossiste (n° 309 094), remises à l'époque par la faillie, sont révoquées en vertu de la présente publication.

2900 Porrentruy, le 4 avril 1978

Le préposé aux faillites:
R. Domont

Konkurrenzeröffnungen

(SchKG 231, 232; VZG vom 23. April 1920, Art. 29 und 123)

Die Gläubiger der Gemeinschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Einlegung der Beweismittel (Schuldscheine, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gemeinschuldner der Zinsenlauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der pfandversicherten, auf (SchKG 209).

Die Grundpfandgläubiger haben ihre Forderungen in Kapital, Zinsen und Kosten zerlegt anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin.

Die Inhaber von Dienstbarkeiten, welche unter dem früheren kantonalen Recht ohne Eintragung in die öffentlichen Bücher entstanden und noch nicht eingetragen sind, werden aufgefordert, diese Rechte unter Einlegung allfälliger Beweismittel in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift binnen 20 Tagen beim Konkursamt einzugeben. Die nicht angemeldeten Dienstbarkeiten können gegenüber einem gutgläubigen Erwerber des belasteten Grundstückes nicht mehr geltend gemacht werden, soweit es sich nicht um Rechte handelt, die auch nach dem Zivilgesetzbuch ohne Eintragung in das Grundbuch dinglich wirksam sind.

Desgleichen haben die Schuldner der Gemeinschuldner sich binnen der Eingabefrist als solche anzumelden bei Straffolgen im Unterlassungsfalle.

Wer Sachen eines Gemeinschuldners als Pfandgläubiger oder aus andern Gründen besitzt, hat sie ohne Nachteil für sein Vorzugsrecht binnen der Eingabefrist dem Konkursamt zur Verfügung zu stellen bei Straffolgen im Unterlassungsfalle; im Falle ungerechtfertigter Unterlassung erlischt zudem das Vorzugsrecht.

Die Pfandgläubiger sowie Drittpersonen, denen Pfandtitel auf den Liegenschaften des Gemeinschuldners weiterverpfändet worden sind, haben die Pfandtitel und Pfandverschreibungen innerhalb der gleichen Frist dem Konkursamt einzureichen.

Den Gläubigerversammlungen können auch Mitschuldner und Bürgen des Gemeinschuldners sowie Gewährspflichtige beiwohnen.

- Kt. Zürich (1343)**
Kollokationsplan und Inventar
 Im Konkurs über **Aebi Roland**, geb. 26. Dezember 1939, von Eggwil BE, Coiffeur, Im Sewedal 24, 8105 Regensdorf, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf.
 Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplans sind innert zehn Tagen seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 8. April 1978 durch Klageschrift (im Doppel) beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Dielsdorf anzuheben. Noch nicht rechtskräftige Forderungen aus öffentlichem Recht, zu deren Beurteilung im Bestreitungsfall besondere Instanzen zuständig sind, können jedoch nur nach den zutreffenden besonderen Verfahrensvorschriften angefochten werden. Soweit keine Anfechtung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig.
 Innert der gleichen Frist sind schriftlich einzureichen:
 a) beim Bezirksgericht Dielsdorf als Aufsichtsbehörde: Beschwerden gegen die Ausschcheidung der Kompetenzstücke,
 b) beim Konkursamt Höngg-Zürich: Begehren um Abtretung der Rechte im Sinne des Art. 260 SchKG zur Bestreitung
 - der von der Konkursverwaltung anerkannten Eigentumsansprüche,
 - der noch nicht rechtskräftigen Forderungen aus öffentlichem Recht, auf deren Anfechtung die Konkursverwaltung verzichtet.
 8049 Zürich, den 29. März 1978 Konkursamt Höngg-Zürich: W. Kunz, Notar-Stellvertreter
- Kt. Bern (1319)**
Neuaufgabe des Kollokationsplanes und Inventars infolge Zulassung sistierter Forderungen
 Gemeinschuldnerin: **Texsana-Reinigung Bern-Länggass AG**, Länggassstrasse 29, 3012 Bern.
 Anfechtungsfrist: 17. April 1978.
 3000 Bern, den 3. April 1978 Konkursamt Bern
- Kt. Bern (1338)**
Kollokationsplan und Inventar
 Gemeinschuldner: **Bühler Fritz**, Metzgermeister, geb. 1929, von Aeschi/Spiez, Geschäft Neumarktstrasse 12, Biel, und privat Freiestrasse 29, 2500 Biel.
 Auflage- und Anfechtungsfrist: 18. April 1978.
 Innert der gleichen Frist können die Gläubiger den Entscheid betreffend die als Kompetenzgut ausgeschiedenen Aktiven (Art. 32 KV) anfechten sowie Abtretungsbegehren gemäss Art. 260 SchKG, hinsichtlich der von der Konkursverwaltung anerkannten Rechtsansprüche (Art. 47 bis 49 KV) beim Konkursamt Biel einreichen. Sofern während der Auflagezeit keine Anfechtung erfolgt, gelten die Entscheide des Konkursamtes als anerkannt.
 2500 Biel, den 4. April 1978 Konkursamt Biel: Bregnard
- Kt. Graubünden (1341)**
 Im Konkursverfahren über die **Fa. Martin-Musik AG**, Chur, liegt der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern während 10 Tagen beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf.
 Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert der gleichen Frist gerichtlich anhängig zu machen. Soweit keine Anfechtung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig.
 7000 Chur, den 4. April 1978 Konkursamt Chur: U. Ardüser
- Kt. Graubünden (1342)**
Neuaufgabe Kollokationsplan infolge nachträglicher Zulassung einer Forderung
 Im Konkursverfahren über **Thöny Gebhard**, Gipsergeschäft, Chur, liegt der abgeänderte Kollokationsplan während 10 Tagen bei unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf.
 Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert der gleichen Frist gerichtlich anhängig zu machen, andernfalls er rechtskräftig wird.
 7000 Chur, den 4. April 1978 Konkursamt Chur: U. Ardüser
- Kt. Zürich (1316)**
 Im Konkurs über **Siber & Wehrli Aktiengesellschaft**, mit Sitz in 8604 Volketswil, Brunnenstrasse 5, liegen der Kollokationsplan und die Lastenverzeichnisse den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Dübendorf, 8600 Dübendorf, zur Einsicht auf.
 Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplans sind innert zehn Tagen seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 8. April 1978 durch Klageschrift (im Doppel) beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Uster anzuheben. Noch nicht rechtskräftige Forderungen aus öffentlichem Recht, zu deren Beurteilung im Bestreitungsfall besondere Instanzen zuständig sind, können jedoch nur nach den zutreffenden besonderen Verfahrensvorschriften angefochten werden. Soweit keine Anfechtung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig.
 Innert der gleichen Frist sind beim Konkursamt Dübendorf schriftlich einzureichen:
 Begehren um Abtretung der Rechte im Sinne des Art. 260 SchKG zur Bestreitung der noch nicht rechtskräftigen Forderungen aus öffentlichem Recht, auf deren Anfechtung die Konkursverwaltung verzichtet.
 8600 Dübendorf, den 31. März 1978 Konkursamt Dübendorf Tel. 01 820 60 90
- Kt. Bern (1339)**
Kollokationsplan und Inventar
 Gemeinschuldnerin: **Laubacher & Cie**, Buchdruckerei, Mittelstrasse 35, 2500 Biel.
 Auflage- und Anfechtungsfrist: 18. April 1978.
 Innert der gleichen Frist können die Gläubiger den Entscheid betreffend die als Kompetenzgut ausgeschiedenen Aktiven (Art. 32 KV) anfechten sowie Abtretungsbegehren gemäss Art. 260 SchKG, hinsichtlich der von der Konkursverwaltung anerkannten Rechtsansprüche (Art. 47 bis 49 KV) beim Konkursamt Biel einreichen. Sofern während der Auflagezeit keine Anfechtung erfolgt, gelten die Entscheide des Konkursamtes als anerkannt.
 2500 Biel, den 4. April 1978 Konkursamt Biel: Bregnard
- Kt. Aargau (1320)**
 Im summarischen Konkursverfahren des **Widmer Ernst**, 1928, Angestellter, Hiltiweg 17, Niederrohrdorf, liegen das Inventar und der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Baden zur Einsicht auf.
 Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes und Beschwerden bezüglich des Inventars sind bis längstens 18. April 1978, erstere beim Bezirksgericht Baden, letztere beim Gerichtspräsidium Baden, anhängig zu machen, ansonst Plan und Inventar als anerkannt betrachtet werden.
 Innert der gleichen Frist sind Begehren um Abtretung von Rechtsansprüchen der Masse im Sinne von Art. 260 SchKG beim Konkursamt Baden schriftlich geltend zu machen, ansonst Verzicht angenommen wird.
 5400 Baden, den 8. April 1978 Konkursamt Baden
- Kt. Aargau (1362)**
Kollokationsplan und Inventar
 Im summarischen Verfahren über **U + M Unternehmen und Markt AG**, Bahnhofstrasse 26, 4310 Rheinfelden, Marktforschung, Unternehmensberatung, speziell im Marktbereich, Entwicklung und Verwertung von Verfahren auf diesem Gebiet, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Bezirksgericht Rheinfelden zur Einsicht auf.
 Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes und Beschwerden bezüglich des Inventars sind innert 10 Tagen, von der Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt und im Kantonalen Amtsblatt vom 8. April 1978 an gerechnet, erstere beim Bezirksgericht, letztere beim Gerichtspräsidium Rheinfelden, anhängig zu machen, ansonst Plan wie Inventar als anerkannt betrachtet werden.
 Bezüglich der auf öffentlichem Recht beruhenden Forderungen hat eine Anfechtung – soweit überhaupt möglich – nicht durch Kollokationsklage, sondern durch die in den betreffenden Spezialgesetzen und Erlassen vorgesehenen Rechtsmittel zu erfolgen. Begehren um Abtretung der Rechte nach SchKG Art. 260 zur Bestreitung noch nicht rechtskräftiger Forderungen oder der von der Konkursverwaltung anerkannten Eigentumsansprüche sowie von Guthaben sind innert der gleichen Frist von 10 Tagen beim Konkursamt einzureichen.
 5200 Brugg, den 8. April 1978 Konkursamt Rheinfelden Postfach, 5200 Brugg
- Ct. de Fribourg (1362)**
 Faillite: **Haymoz Otto**, entrepreneur, Villars-Vert 25, à Villars-sur-Glâne.
 Délai pour ouvrir action en contestation de l'état de collocation auprès du président du Tribunal civil de la Sarine, à Fribourg; 10 jours dès la publication.
 1700 Fribourg, le 5 avril 1978 Office cantonal des faillites, Fribourg Le substitut: B. Mueuily
- Kt. Basel-Stadt (1337)**
 Gemeinschuldnerin: **Hufeba Bauelemente AG**, Laufenstrasse 42, Basel (Fabrikationsbetrieb in Muttenz, Bahnhofstrasse 43-45).
 Anfechtungsfrist: Innert 10 Tagen.
 4001 Basel, den 8. April 1978 Konkursamt Basel-Stadt
- Kt. Schaffhausen (1317)**
Kollokationsplan und Inventar
 Im Konkursverfahren über **Wäckertlin Johann**, genannt Helmut, Birchweg 53, in Schaffhausen, früher Restaurant Gemeindehaus, 8232 Merishausen, liegen Inventar und Kollokationsplan zur Einsichtnahme für die Gläubiger beim unterzeichneten Konkursamt auf.
 Beschwerden gegen das Konkursinventar sind bei der Aufsichtsbehörde über das Schuldbetriebs- und Konkurswesen des Kantons Schaffhausen, Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplans sind beim zuständigen Gericht anhängig zu machen; beides innerhalb einer Frist von 10 Tagen vom Datum dieser Publikation an, ansonst Inventar und Kollokationsplan als genehmigt gelten.
 8200 Schaffhausen, den 7. April 1978 Konkursamt Schaffhausen
- Kt. Ticino (1344)**
 Si rende noto che a datare dall'8 aprile 1978 è deposta presso lo scrivente ufficio, dove i creditori potranno prenderne visione, la graduatoria nel fallimento della ditta **DI-FT Société de Distribution Financière SA**, Bissonne.
 Le azioni di contestazione della graduatoria dovranno essere introdotte avanti l'autorità giudiziale, entro dieci giorni dal deposito, altrimenti essa si considererà come riconosciuta.
 6900 Lugano, il 4 aprile 1978 Ufficio dei fallimenti circondario 2, Lugano Per l'ufficio: A. Monti, ufficiale
- Kt. Zürich (1340)**
Kollokationsplan mit Lastenverzeichnis und Inventar
 In den Konkursen über
 1. **Küderli Hans**, geb. 1932, von Dübendorf und Basel, Ingenieur, wohnhaft Rehweid 1, 8700 Küssnacht,
 2. **Dr. Robert Küderli**, geb. 1933, von Dübendorf und Basel, Kaufmann, wohnhaft Rehweid 1, 8700 Küssnacht,
 unbeschränkt haftende Gesellschafter der sich im Konkurs befindenden Firma **Küderli & Co.**, Zürich,
 liegen je der Kollokationsplan mit Lastenverzeichnis und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Küssnacht, Fählbrunnstrasse 15, 8700 Küssnacht, zur Einsicht auf.
 Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes oder des Lastenverzeichnisses sind innert zehn Tagen seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 8. April 1978 durch Klageschrift (im Doppel) beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Meilen anzuheben. Soweit keine Anfechtung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig.
 Innert der gleichen Frist sind schriftlich einzureichen:
 - beim Bezirksgericht Meilen als Aufsichtsbehörde: Beschwerden gegen die Ausschcheidung der Kompetenzstücke.
 8700 Küssnacht, den 4. April 1978 Konkursamt Küssnacht: H. Stoll, Notar-Stellvertreter
- Kt. St. Gallen (1369)**
Neuaufgabe des Kollokationsplanes
 Gemeinschuldnerin: **Firma A. Schiess AG**, Blusenfabrik, Berneggstrasse 2, 9000 St. Gallen.
 Auflage- und Anfechtungsfrist: 12. bis 21. April 1978.
 9001 St. Gallen, den 5. April 1978 Konkursamt St. Gallen
- Ct. du Valais (1336)**
 Faillite: **A. Micotti & Cie**, Entrepreneurs, 1890 St-Maurice.
 L'état de collocation des créanciers de la faillite susindiquée peut être consulté à l'office soussigné. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publication. Sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.
 1890 St-Maurice, le 4 avril 1978 Office des faillites de St-Maurice: M. Mottet, préposé

Schluss des Konkursverfahrens

(SchKG 268)

Clôture de la faillite

(LP 268)

Kt. Zürich

(1346)

Das Konkursverfahren über **Aeschbach Hanna**, geb. Wiczorek, geb. 1947, Ehefrau des Richard Aeschbach, geb. 1941, von Zürich und Leutwyl AG, Inhaberin der Einzelfirma «Novum Handel», Sonnenbergstrasse 25, 8102 Oberengstringen, ist mit Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 22. März 1978 als geschlossen erklärt worden.

8049 Zürich, den 6. April 1978

Konkursamt Höngg-Zürich:
G. Sibler, Notar-Stellvertreter**Kt. Bern**

(1345)

Gemeinschuldner: **Boss Ernst**, geb. 1928, von Erlenbach, Schreiner und Innenausbau, Thörigen/Ochlenberg.

Datum des Schlusses: 5. April 1978.

4705 Wangen a.d.A., den 5. April 1978

Konkursamt Wangen

Kt. St. Gallen

(1321)

Gemeinschuldner: **App-Ineichen Fredy**, Malergeschäft, St. Gallerstrasse 57, 9403 Goldach.

Schlussverfügung: 29. März 1978.

9400 Rorschach, den 3. April 1978

Konkursamt Rorschach

Kt. St. Gallen

(1322)

Gemeinschuldnerin: **Pötsch-Reiser Rosmarie**, St. Gallerstrasse 16, 9400 Rorschach. Inhaberin der MPR-Möbel, Rorschach/St. Gallen.

Schlussverfügung: 29. März 1978.

9400 Rorschach, den 3. April 1978

Konkursamt Rorschach

Kt. Aargau

(1365)

Das Konkursverfahren über **Büchli Werner Roland**, 1955, Hochbauzeichner, Thujaweg, 5737 Menziken; Vormund: H. J. Bützberger, Bezirkslehrer, Menziken, ist durch Verfügung des Bezirksgerichts Kulm vom 4. April 1978 als geschlossen erklärt worden.

5726 Unterkulm, den 5. April 1978

Konkursamt Kulm

Kt. Aargau

(1364)

Das Konkursverfahren über **Eichenberger Peter**, 1955, Schreiner, von Beinwil am See, in Teufenthal AG, ist durch Verfügung des Bezirksgerichts Kulm vom 4. April 1978 als geschlossen erklärt worden.

5726 Unterkulm, den 5. April 1978

Konkursamt Kulm

Ct. de Vaud

(1323)

Par décision du 16 mars 1978, le président du Tribunal du district d'Aubonne a prononcé la clôture de la faillite de Allamand Edouard, fils, né en 1944, domicilié à Ballens.

1170 Aubonne, le 31 mars 1978

Office des faillites:
G. Mury**Konkurssteigerungen**

(SchKG 257-259)

Vente aux enchères publiques après faillite

(LP 257-259)

Kt. Zürich(1048¹)**Konkursamtliche Versteigerung eines Grundstückes**

Im Konkurs über die Firma **Horta Generalunternehmung AG** Zürich, mit Sitz in Zürich, Feldeggstrasse 71, 8008 Zürich, wird im Auftrag der ausseramtlichen Konkursverwaltung, Firma Fides Treuhandgesellschaft, Bleicherweg 33, 8002 Zürich, das nachstehende Grundstück Freitag, den 28. April 1978, 14 Uhr, im Saal des Restaurants «Freihof», Badenerstrasse 540, Zürich-Altstetten, öffentlich versteigert:

Im Stadtquartier Altstetten-Zürich 9

Kat.-Nr. 7006, Grundregisterblatt 1362: 12 839 m² Zufahrtsstrasse, Wiese und Lagerplatz und den sich darauf befindlichen Gebäuden Assek.-Nr. 2570, 2586 und 2742 an der Badenerstrasse 530 in Zürich-Altstetten.

Konkursamtliche Schätzung: Fr. 5 572 000.—

Der Ersteigerer hat unmittelbar vor dem Zuschlag auf Anrechnung am Zuschlagspreis eine Barzahlung von Fr. 90 000.— zu leisten. Es werden auch Bankchecks, ausgestellt von einer schweizerischen Grossbank oder Kantonalbank, akzeptiert.

Die Steigerungsbedingungen und das Lastenverzeichnis liegen vom 20. bis 30. März 1978 beim Konkursamt Altstetten-Zürich, Badenerstrasse 681 (Lindenplatz), 8048 Zürich, zur Einsicht auf.

Die Interessenten werden auf den Bundesbeschluss über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland vom 23. März 1961 in der Fassung vom 21. März 1973 sowie auf die Verordnung des Bundesrates dazu vom 21. Dezember 1973 aufmerksam gemacht. Der Beschluss und die Verordnung sind insbesondere auch von juristischen Personen mit Sitz in der Schweiz zu beachten.

8048 Zürich, den 13. März 1978

Konkursamt Altstetten-Zürich
Badenerstrasse 681 (Lindenplatz),
8048 Zürich**Kt. Zürich**(1348²)**Konkursamtliche Versteigerung eines Grundstückes**

Im Konkurs über **Loeffel Eugen**, geboren 1927, von Worben BE, Architekt, Lettenackerstrasse 16, 8908 Hedingen. Inhaber der im Handelsregister eingetragenen Einzelfirma «Eugen Loeffel», Architekturbüro, Aemlienstrasse 74, 8003 Zürich,

wird im Auftrag des Konkursamtes Affoltern a.A. das nachstehende Grundstück am Freitag, 12. Mai 1978, 14.30 Uhr, in der «Fahnestube», im 1. Stock des Gasthauses «Sonne», Bahnhofstrasse 37, 8157 Dielsdorf, öffentlich versteigert:

In der Gemeinde Dielsdorf:

Grundregisterblatt 869, Stockwerkeigentum, 28/1000 Miteigentum an der Liegenschaft Grundregisterblatt 517, mit Sonderrecht an der 3½-Zimmer-Wohnung im Haus Südstrasse 1, gemäss Begründungsakt und Aufteilungsplänen Beleg 1973/205.

Anmerkung und Vormerkung: gemäss Lastenverzeichnis.

Bemerkung: Dem jeweiligen Eigentümer dieses Miteigentumsanteiles steht das alleinige und ausschliessliche Benutzungsrecht am Autostellplatz Nr. 11 zu.

Konkursamtliche Schätzung: Fr. 110 000.—

Beschrieb der gemeinschaftlichen Liegenschaft:

Grundregisterblatt 517, Parzelle Nr. 1399:

3 Wohnhäuser und eine Untermiegarage unter den Vers. Nrn. 710, 711 und 712 mit ca. 5808 m² Gebäudegrundfläche und Umgebungen, subjektiv dinglich verbundenem Miteigentum an Grundregisterblatt 515, Parzelle Nr. 1335; ca. 417 m² Kinderspielfeldgebiet im Risibrunnen.

Anmerkungen: gemäss Lastenverzeichnis.

Konkursamtliche Schätzung: Fr. 3 800 000.—

Das Steigerungsobjekt kann am Freitag, 21. April, und am Montag, 8. Mai 1978, jeweils von 14 bis 15 Uhr, besichtigt werden.

Der Ersteigerer hat unmittelbar vor dem Zuschlag auf Anrechnung an den Zuschlagspreis eine Barzahlung von Fr. 10 000.— zu leisten.

Die Steigerungsbedingungen und das Lastenverzeichnis liegen vom 17. April 1978 an beim Konkursamt Dielsdorf, 8157 Dielsdorf, zur Einsicht auf.

Die Interessenten werden auf den Bundesbeschluss über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland vom 23. März 1961 in der Fassung vom 21. März 1973 sowie auf die Verordnung des Bundesrates dazu vom 21. Dezember 1973 in der Fassung vom 11. Februar 1976 aufmerksam gemacht. Auch Personen und Gesellschaften mit Wohnsitz oder Sitz in der Schweiz haben, sofern und soweit sie unter die Bestimmungen fallen, vor dem Zuschlag eine rechtskräftige Bewilligung des Erwerbes oder den Nachweis, dass sie einer solchen nicht bedürfen, vorzulegen.

8157 Dielsdorf, den 4. April 1978

Konkursamt Dielsdorf

Kt. Bern

(1347)

Widerruf einer Liegenschaftsteigerung

Die auf Freitag, den 28. April 1978, 15 Uhr, im Gasthof Bären, Gerzensee, im Konkurs **Zahn Walter**, Baugeschäft, Waldegg, Gerzensee, angesetzte Liegenschaftsteigerung über Gerzensee-Grundbuch Nr. 718 findet nicht statt.

3123 Belp, den 4. April 1978

Konkursamt Seftigen:
Wenger**Ct. de Fribourg**(970¹)**Vente d'immeubles après faillite - Unique enchère**

Faillite: **Priority S.A.**, fabrication et commerce de montres, à Enney. Date et lieu de l'enchère: Jeudi 20 avril 1978, à 10 h. 30, à la salle du Tribunal de la Gruyère, Le Château, à Bulle.

Dépôt des conditions de vente, de l'état des charges et servitudes: dès le 6 avril 1978.

Immeubles: Commune d'Enney.

Cadastre Nom local, nature, contenance

Art.

336

La Peyra, atelier d'horlogerie et place de 470 m².

D. et CH. Passage réciproque avec l'art. 43;

CH. 1 borne de polygone;

D. Droit de jouissance sur le 43 pour un local de 29 m² dans le bâtiment n° 210.

Taxe cadastrale: Fonds Fr. 470.—

Bâtiment Fr. 160 000.—

Total Fr. 160 470.—

Estimation de l'office Fr. 257 000.—

La visite de l'immeuble aura lieu sur place le vendredi 7 avril 1978 entre 17 h. et 17 h. 30.

Ces immeubles seront adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur.

1700 Fribourg, le 7 mars 1978

Office cantonal des faillites, Fribourg
Le préposé: D. Schouwey**Kt. St. Gallen**

(1366)

Widerruf einer Liegenschaftsteigerung

Die im Konkursverfahren über **Dr. Würth W.**, auf Montag, 17. April 1978, 14.30 Uhr, angesetzte Versteigerung der Liegenschaft Parzelle Nr. 764 Plan 15 Grundbuch Thal, bestehend aus:

Hotel Weisses Haus, Bootshafen Marina, Campingplatz samt Nebengebäuden und Strandflächen,

findet nicht statt. Eine spätere Steigerung wird neu angekündigt.

9450 Altstätten, den 5. April 1978

Konkursamt Unterenthal

Kt. Aargau

(1367)

Konkursamtliche Liegenschaftsteigerung

Im Konkursverfahren über **Steiger Kurt**, 3. März 1928, Elementbau, von Flawil, in 5044 Schlossrued, nun 5034 Suhr, wird öffentlich versteigert:

GB Schlossrued Nr. 487, Kat. Plan 14/356

8.63 a Gebäudeplatz und Garten, Schlossrued, am Bach

Wohnhaus mit Werkstatt Nr. 258

Brandversichert

Fr. 110 000.—

Konkursamtliche Schätzung

Fr. 220 000.—

Die Steigerungsbedingungen und das Lastenverzeichnis liegen vom 10. bis 20. April 1978 beim Konkursamt Kulm, Obere Vorstadt 38, 5000 Aarau, zur Einsichtnahme öffentlich auf.

Besichtigung der Liegenschaft: 22. April 1978, 11 bis 12 Uhr.

Steigerungstag und Ort: Samstag, den 6. Mai 1978, 10 Uhr, Gasthof zum Storch, Schlossrued.

Unmittelbar vor dem Zuschlag hat der Ersteigerer Fr. 30 000.— in bar zu bezahlen, wovon Fr. 20 000.— am Zuschlagspreis angerechnet werden.

Es wird auf die Bundesbeschlüsse über die Bewilligungspflicht für den Erwerb von Liegenschaften durch Personen im Ausland aufmerksam gemacht.

5726 Unterkulm, den 23. März 1978

Konkursamt Kulm
Obere Vorstadt 38
5000 Aarau**Liegenschaftsverwertungen****im Pfändungs- und Pfandverwertungsverfahren**

(SchKG 138, 142; VZG vom 23. April 1920, abgeändert am 4. Dezember 1975, Art. 29, 73a).

Es ergeht hiermit an die Pfandgläubiger und Grundlastberechtigten die Aufforderung, dem unterzeichneten Betreibungsamt binnen der Eingabefrist ihre Ansprüche an dem Grundstück insbesondere auch für Zinsen und Kosten anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchem Termin. Innert der Frist nicht angemeldete Ansprüche sind, soweit sie nicht durch die öffentlichen Bücher festgestellt sind, von der Teilnahme am Ergebnis der Verwertung ausgeschlossen.

Innert der gleichen Frist sind auch alle Dienstbarkeiten anzumelden, welche vor 1912 unter dem früheren kantonalen Recht begründet und noch nicht in die öffentlichen Bücher eingetragen worden sind. Soweit sie nicht angemeldet werden, können sie einem gutgläubigen Erwerber des Grundstückes gegenüber nicht mehr geltend gemacht werden, sofern sie nicht nach den Bestimmungen des Zivilgesetzbuches auch ohne Eintragung im Grundbuch dinglich wirksam sind.

Ist ein Miteigentumsanteil zu verwerten (Art. 73a VZG), sind innert der gleichen Frist auch die Rechte am Grundstück als Ganzem anzumelden.

Realizzazione degli stabili nella procedura**di pignoramento e di realizzazione del pegno**

(LEF 138, 142; RFF del 23 aprile 1920, modificato il 4 dicembre 1975, art. 29, 73a).

Kt. Bern

(1325)

Betriebsrechtliche Grundstücksteigerung

Schuldnerin: **Fa. Monbaron & Moser**, Koll. Ges., rue de la Gare 14, 2500 Biel.

Im Grundpfandverwertungsverfahren gegen die Genannte wird Dienstag, 20. Juni 1978, 14.30 Uhr, im Restaurant «Saanebrücke», Laupen, öffentlich versteigert:

Laupen-Grundstück Nr. 656, Stockwerkeigentum 77,08/1000 Miteigentum an der Liegenschaft GB Nr. 586 mit Sonderrecht an der 5½-Zimmer-Wohnung, 2. Stock Ost und Nebenräumen (Keller- und Estrichanteil), Gartenstrasse, 3177 Laupen.

Amtlicher Wert

Fr. 148 200.—

Betreibungsamtliche Schätzung

Fr. 185 000.—

Eingabefrist: bis und mit 28. April 1978/Wert 20. Juni 1978.

Die Steigerungsbedingungen und das Lastenverzeichnis liegen vom 23. Mai bis 2. Juni 1978 beim Betreibungsamt Laupen auf.

Die Verwertung erfolgt auf Begehren der Grundpfandgläubigerin im ersten Rang.

3177 Laupen, den 8. April 1978

Betreibungsamt Laupen:
Hofler**Ct. Ticino**

(1349)

Incanto sospeso

La vendita di immobili come al bando pubblicato sul Foglio ufficiale svizzero di commercio dell'11 febbraio 1978, di spettanza **Maema SA**, in Gravesano è sospesa a seguito di contestazione dell'elenco oneri.

6900 Lugano, l'8 aprile 1978

Ufficio esecuzione e fallimenti
circondario 2, 6900 Lugano

Nachlassverträge - Concordats - Concordati**Sursis concordataire et appel aux créanciers**

(LP 295, 296, 300)

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Moratoria del concordato e invito ai creditori d'insinuare i loro crediti

(LEF 295, 296, 300)

I debitori qui sotto nominati hanno ottenuto una moratoria.

I creditori sono invitati ad insinuare i loro crediti presso il commissario nel termine stabilito per le insinuazioni, sotto la comminatoria che in caso di omissione non avranno diritto di voto nelle deliberazioni sul concordato.

Ct. Ticino (1351)

La pretura di Lugano-Distretto comunica che, con decisione 28 marzo 1978, ha concesso una moratoria di quattro mesi a scopo di concordato alla rispettabile Skory Nino e figlio Mauro, Lugano.

Quale commissario del concordato è stato nominato il signor Germano Alberti, c/o Fidinam SA, via Pioda 14, Lugano.

6900 Lugano, il 28 marzo 1978 Per la pretura Lugano-Distretto
Il segretario ass.: Giuseppe Riva**Ct. du Valais (1352)**

Débiteur: Jean Guigoz, Expo-Céramique, à Martigny (succursales à Monthey et Vevey).

Date de l'octroi du sursis: 7 mars 1978.

Durée du sursis: 4 mois, soit jusqu'au 7 juillet 1978.

Commissaire au sursis: Guido Ribordy, Bureau Fiduciaire, avenue de la Gare 46, à Martigny.

Délai pour les productions: 20 jours dès la publication dans la Feuille officielle suisse du commerce.

Assemblée des créanciers: le lundi 19 juin 1978, à 14 h. 30, à la salle des audiences du Tribunal de Martigny (Hôtel de Ville, 2^e étage).

Consultation des pièces: pendant les 10 jours qui précèdent l'assemblée des créanciers, en les bureaux de la Fiduciaire Guido Ribordy, avenue de la Gare 46, à Martigny.

Les créanciers doivent adresser leurs productions à l'adresse ci-dessus, accompagnées des pièces justificatives dans le délai ci-dessus fixé, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Les débiteurs de Jean Guigoz, Expo-Céramique à Martigny (et ses succursales de Monthey et Vevey) doivent s'acquitter auprès de la Banque Cantonale du Valais, agence de Martigny, sur le compte n° 1280-7 au nom du sursis concordataire Jean Guigoz, Expo-Céramique, à Martigny, sous peine de mal payer.

1920 Martigny, le 4 avril 1978 Le commissaire au sursis:
Guido Ribordy**Ct. de Genève (1350)**

Débitrice: Etablissement Bisetti & Cie SA en liquidation, achat, vente et récupération de papiers, métaux, ferraille et chiffons, p.a. Fiduciaire Ofor SA, place Saint-Gervais 3, Genève.

Date du jugement accordant le sursis: 30 mars 1978.

Durée du sursis: 4 mois.

Commissaire au sursis concordataire: M. Pierre Bastard, agent d'affaires breveté, rue du Purgatoire 3, à Genève.

Expiration du délai de production: 5 mai 1978.

Assemblée des créanciers: le vendredi 7 juillet 1978, à 11 h., à Genève, place de la Taconnerie 7, salle des assemblées de l'office des faillites.

Délai pour prendre connaissance des pièces: dès le 26 juin 1978.

1204 Genève, le 3 avril 1978 Le commissaire au sursis:
P. Bastard**Verschiedenes - Divers - Varia****Kt. Zürich (1326)****Rechenschaftsbericht**

In dem von der Christen Immobilien AG, in Nachlassliquidation, Zürich 8, Handel mit Liegenschaften und Hypotheken usw., mit ihren Gläubigern abgeschlossenen Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung, liegt den Beteiligten der 5. Rechenschaftsbericht der Liquidatoren über den Zeitraum vom 1. Januar 1977 bis 31. Dezember 1977 auf dem Büro des Liquidators, Max Affolter, c/o Uto Treuhand und Verwaltungs AG, Promenadengasse 18, 8001 Zürich, vom Montag, 10. April 1978 bis Freitag, 14. April 1978, zur Einsicht auf. Voranmeldung erwünscht unter Tel. 32 77 50.

8001 Zürich, den 8. April 1978

Die Liquidatoren:
Dr. iur. Peter von Wynn
Erwin Morger
Max Affolter**Kt. Bern (1324)****Einmalige konkursamtliche Liegenschaftsteigerung**

Im Zwangsverwertungsverfahren gemäss Art. 134 VZG, gegen die Firma Greca SA, Ernst Schülerstrasse 56, 2500 Biel, wird öffentlich versteigert:

Freitag, den 19. Mai 1978, um 14 Uhr, im Gantlokal des Amtshauses Biel, Spitalstrasse 14, Biel

Biel-Grundbuchblatt Nr. 8855 Plan 60 Fabrikgebäude Nr. 56, Platz, Umschwung 1049 m², an der Ernst Schülerstrasse 56, 2500 Biel.

Amtlicher Wert Fr. 748 300.—

Konkursamtliche Schätzung Fr. 732 000.—

Konkursamtliche Schätzung des Zuehörer Fr. 54 646.—

Die Steigerungsbedingungen und das Lastenverzeichnis liegen vom 3. Mai 1978 bis 13. Mai 1978 bei der unten vermerkten Amtsstelle zur Einsicht öffentlich auf.

Besichtigung der Liegenschaft: Dienstag, den 16. Mai 1978 von 14 bis 16 Uhr.

Der Zuschlag erfolgt an den Meistbietenden, ohne Rücksichtnahme auf die konkursamtliche Schätzung.

Es wird auf die Bundesbeschlüsse über die Bewilligungspflicht für den Erwerb von Liegenschaften durch Personen im Ausland aufmerksam gemacht.

2500 Biel, den 23. März 1978

Konkursamt Biel:
Bregnard**Kt. Freiburg (1299)****Zu verkaufen in Charmey FR eine Schreinerei**

bestehend aus einer Werkstatt mit Maschinen und Werkzeugen.

Für Auskünfte wenden man sich an: Kantonales Konkursamt, Freiburg, Tel. 037 23 48 10.

1700 Freiburg, den 5. April 1978 Kantonales Konkursamt Freiburg

Kt. St. Gallen (1354)**Spezial-Liquidation gemäss Art. 134 VZG**

Der am 17. November 1977 eröffnete Konkurs über die Firma Immorex AG, St. Gallenstrasse 11, 9202 Gossau, ist mangels Aktiven eingestellt worden und gilt als geschlossen. Auf Verlangen eines Grundpfandgläubigers wird bezüglich folgender Grundstücke das Liquidationsverfahren im Sinne von Art. 134 VZG durchgeführt: Unterirdische Autoeinstellhalle an der Seebühlstrasse in Goldach (Grundbuch Goldach Parzellen Nr. 1544 Plan Blatt 8; zu je einem Drittel im Miteigentum der Firma H. Schnüriger AG, A. Bächle in Nachlassliquidation und Immorex AG;

26 Stockwerk-Einheiten Liegenschaft Seebühlstrasse 4 und 4a in Goldach (Grundbuch Goldach, STW. Bl. Nr. 6018 bis 6030, 6032 bis 6042 sowie 6044 und 6045).

Eingabefrist für Forderungen mit gesetzlichem oder vertraglichem Pfandrecht und für Dienstbarkeiten: 2. Mai 1978.

Eingabeort: Konkursamt 9202 Gossau.

9202 Gossau, den 4. April 1978

Konkursamt Gossau

Kt. Aargau (1308)**Liegenschaftsversteigerung**

Liegenschaftsversteigerung im Nachlassliquidationsverfahren Rupp Peter, Sanitär-Heizung, Ackweg 818, in 5703 Seon, gelangt nachstehende Liegenschaft öffentlich zur Versteigerung, gemäss Art. 130 VZG.

Steigerungsobjekt: GB Buchs Nr. 1841 und GB Buchs Nr. 1865 4½-Zimmer-Eigentumswohnung in der Liegenschaft Blatt 413, Partee und Nebenräume plus Garage, im Bülhacker, in Buchs.

Liquidationsschätzung: Fr. 195 000.—

Steigerungstag und -ort: Samstag, den 29. April 1978, um 10 Uhr, im Restaurant Burestube in Buchs/Aargau.

Die Steigerungsbedingungen sowie das Lastenverzeichnis liegen im Büro des Liquidators, Risag GmbH, Verwaltung und Treuhand, Poststrasse 15, 5600 Lenzburg, ab 12. April 1978 10 Tage zur Einsicht auf. Werden innerhalb dieser Frist die Steigerungsbedingungen sowie das Lastenverzeichnis nicht angefochten, werden sie rechtskräftig.

Das Steigerungsobjekt kann 1 Stunde vor Beginn der Versteigerung oder nach telefonischer Vereinbarung (Tel. 064 51 73 73) besichtigt werden.

5600 Lenzburg, den 31. März 1978

Risag GmbH
Verwaltung und Treuhand
Poststrasse 15, 5600 Lenzburg
Der Liquidator: K. Riesen**Kt. Aargau (1353)****Rechenschaftsbericht**

Im Nachlassverfahren mit Vermögensabtretung der Bau-Leasing AG in Nachlassliquidation, Spreitenbach, liegt den Beteiligten der zweite Rechenschaftsbericht der Liquidatorin für die Zeit vom 1. Januar 1977 bis 31. Dezember 1977 am Sitze der Liquidatorin in Basel zur Einsicht auf.

4052 Baslen, den 4. April 1978

Schweizerische Treuhandgesellschaft
St. Jakobs-Strasse 25, 4052 Basel
Tel. 061 22 55 00**Handelsregister****Registre du commerce****Registro di commercio****Stiftungen - Fondations - Fondazioni****Zürich - Zurich - Zurigo**

28. März 1978.

Personalfürsorgestiftung der Firma Mayer Elektro Anlagen AG, Elektrofachgeschäft, Volketswil, in Volketswil (SHAB Nr. 150 vom 30. 6. 1973, S. 1867). Neue Adresse: Industriestrasse 25, c/o Mayer Elektro Anlagen AG.

28. März 1978.

Personalfürsorgestiftung der Firma W. Kräuchi & Co AG, in Zürich 8 (SHAB Nr. 226 vom 27. 9. 1975, S. 2618). Neue Adresse: Utoquai 37, in Zürich 8, c/o W. Kräuchi & Co AG.

28. März 1978.

Pensionsfond der Spinnerei & Weberei Glattfelden, in Glattfelden, Stiftung (SHAB Nr. 63 vom 16. 3. 1974, S. 729). Neu führt Einzelunterschrift Walter Meier, von Zürich, in Glattfelden, Mitglied des Stiftungsrates.

29. März 1978.

Personalfürsorgestiftung der Wirtschaftsförderung, in Zürich, Stiftung (Neueintragung). Adresse: Mainaustrasse 30, in Zürich 8, c/o Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft, Datum der Stiftungsurkunde: 11. 11. 1977. Zweck: Vorsorge für die nachstehend bezeichneten Destinatäre gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Tod und Invalidität. Destinatäre sind Personen, die mit der Stifterfirma «Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft», in Zürich, in einem Arbeitsverhältnis stehen, so wie ihre Angehörigen und Hinterbliebenen wie auch Personen, für die der Arbeitnehmer nachweisbar gesorgt hat. Mit eingeschlossen sind auch der Stifterfirma nahestehende Personen, die in die Gruppenversicherung der Wirtschaftsförderung aufgenommen worden sind. Die Stiftung bezweckt ferner die Fürsorge zugunsten der Arbeitnehmer bei Krankheit, Unfall, Arbeitslosigkeit sowie in unverschuldeten Notlagen. Organe der Stiftung: Stiftungsrat aus mindestens 2 Mitgliedern und Kontrollstelle. Für die Stiftung zeichnen mit Einzelunterschrift: Friedrich Hoffmann, von St. Gallen, in Nürensdorf, Präsident des Stiftungsrates; Dr. Hugo Grob, von Wetzikon, in Reinach BL, Vizepräsident des Stiftungsrates, und Emma Eprecht, vom Affoltern am Albis, in Zürich, weiteres Mitglied und zugleich Protokollführerin des Stiftungsrates.

29. März 1978.

Fürsorgestiftung für das höhere Kader der Guyerzeller Zurmont Bank AG, in Zürich, Stiftung (Neueintragung). Adresse: Genferstrasse 8, in Zürich 2, c/o Guyerzeller Zurmont Bank AG. Datum der Stiftungsurkunde: 28. 12. 1977. Zweck: Fürsorge für das höhere Kader der «Guyerzeller Zurmont Bank AG», in Zürich, sowie für deren Angehörige und Hinterbliebene durch Gewährung von Unterstützungen in Fällen von Alter, Tod, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst oder Arbeitslosigkeit. Organe der Stiftung: Stiftungsrat aus 1 bis 3 Mitgliedern und Kontrollstelle. Für die Stiftung zeichnen mit Kollektivunterschrift zu zweien: Prof. Dr. Walter Rysler, von Dürrenroth, in Muri bei Bern, Präsident des Stiftungsrates; Dr. Hans Wolfgang Frick, von Zürich, in Bougy-Villars, und Camillo Andina, von Croglia, in Baar, weitere Mitglieder des Stiftungsrates.

3. April 1978.

Prof. Dr. Hans E. Schmid-Stiftung, in Zürich, Stiftung (Neueintragung). Datum der Stiftungsurkunde: 23. 2. 1978. Zweck: Die Stiftung unterstützt die Forschung und Ausbildung junger Dozenten, Privatdozenten und Studenten des Organisch-chemischen Institutes der Universität Zürich sowie der ehemaligen Mitarbeiter der Arbeitsgruppe von Prof. Dr. Hans E. Schmid. Einziges Organ der Stiftung ist der Stiftungsrat aus 3 Mitgliedern. Die Mitglieder des Stiftungsrates zeichnen kollektiv zu zweien: Dr. Rolf Appenzeller, von St. Gallen, in Binningen, Präsident des Stiftungsrates; Dr. Manfred Hesse, von und in Maur, und Dr. Peter Riederer, von Maienfeld, in Stäfa, weitere Mitglieder des Stiftungsrates. Adresse der Stiftung: Bahnhofstrasse 32, in Zürich 1, c/o Bank Leu AG.

3. April 1978.

Personalfürsorgestiftung des Schweiz. Schmiede- und Wagnermeisterverbandes, in Zürich 7 (SHAB Nr. 297 vom 19. 12. 1945, S. 3171). Diese Stiftung ist mit Verfügung der Direktion des Innern des Kantons Zürich vom 21. 11. 1977 durch Übertragung ihres Vermögens an die «Personalfürsorgestiftung der Schweizerischen Metall-Union», in Zürich, aufgehoben worden. Die Liquidation ist beendet. Die Stiftung wird daher im Handelsregister gelöscht.

3. April 1978.

Sozialstiftung zugunsten des Sekretariatspersonals des Verbandes Schweiz. Schlossmeister und Konstruktions-Werkstätten, Zürich, in Zürich 1 (SHAB Nr. 286 vom 6. 12. 1947, S. 3610). Mit Verfügung der Direktion des Innern des Kantons Zürich vom 21. 11. 1977 ist die Stiftungsurkunde geändert worden. Der Name der Stiftung lautet neu: Personalfürsorgestiftung der Schweizerischen Metall-Union. Die Stiftung bezweckt nun die Vorsorge des ständigen Personals des Verbandes «Schweizerische Metall-Union», in Zürich (Personale des Sekretariates, der Sozialkassen und des Bildungszentrums) gegen die wirtschaftlichen Folgen der Invalidität, des Alters und des Todes. Organe der Stiftung sind nun der Stiftungsrat von 5 Mitgliedern und die Revisionsstelle. Die Verbandsleitung des Verbandes «Schweizerische Metall-Union» bezeichnet die zeichnungsberechtigten Personen. Die Unterschriften von Paul Schärer, Hermann Toggweiler und Max Brunner sind erloschen. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien: Erwin Hofer, von Biglen, in Müntschemier, Präsident des Stiftungsrates; Hans-Ulrich Morf, von Nürensdorf, in Zürich; Robert Kung, von und in Wolhusen; Kurt Ruch, von Trachselwald, in Zürich, und Theodor Koch, von und in Eglistal, alle 4 Mitglieder des Stiftungsrates. Neue Adresse: Minervastrasse 55, Zürich 7 (c/o AHV-Ausgleichskasse Metall).

3. April 1978.

Personalfürsorgestiftung der Rohrfabrik Rüschiikon AG, in Rüschiikon (SHAB Nr. 112 vom 15. 5. 1971, S. 1183). Die Unterschriften von Dr. Roland Staehelin und Edith Staehelin sind erloschen. Neu führt Einzelunterschrift: Alwin Rudolf Weber, von Eschensch, in Zug, Präsident des Stiftungsrates. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Dr. Georg Adank, von Luzern, in Walchwil, Mitglied des Stiftungsrates.

3. April 1978.

Personalfürsorge-Stiftung der Lansing Bagnall AG, in Dietlikon (SHAB Nr. 256 vom 1. 11. 1975, S. 2918). Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Anton Fassbind, von Lauerz, in Russikon, Mitglied des Stiftungsrates. Infolge behördlicher Umbenennung der Strassenbezeichnung lautet die Adresse nun: Alte Dubendorferstrasse 13, weiter bei der Firma Lansing Bagnall AG.

Bern - Berne - Berna

Bureau Aarberg

29. März 1978.

Frauchiger-Stiftung, in Lyss (SHAB Nr. 2 vom 4. 1. 1975, S. 10). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 1. März 1977, genehmigt am 11. Januar 1978 durch den Gemeinderat von Lyss als Aufsichtsbehörde und am 30. Januar 1978 durch die Justizdirektion des Kantons Bern, wurde die Stiftungsurkunde revidiert. Die publikationspflichtigen Tatsachen wurden davon nicht betroffen. Hans Frauchiger, einziges Mitglied des Stiftungsrates, wohnt nun in Monte Carlo (MC).

Bureau Bern

Berichtigung.

Nationales Wirtschaftliches Museum, in Bern (SHAB Nr. 65 vom 18. 3. 1978, S. 847). Die Stiftung heisst richtig: **Nationales Milchwirtschaftliches Museum**.

Bureau Thun

29. März 1978.

Stiftung für Betagte Hilterfingen-Hünibach, in Hilterfingen. Bau und Betrieb eines Alters- und Pflegeheims usw. (SHAB Nr. 148 vom 28. 6. 1975, S. 1794). Othmar Afolter, Präsident, und Ulrich Schwendemann, Sekretär I, sind aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Zum neuen Präsidenten wurde Max Fenner, von Küssnacht ZH, in Hilterfingen gewählt. Neue Sekretärin ist Elfriede Zahler-Röthlisberger, von St. Stephan, in Hilterfingen. Präsident, Vizepräsident und die beiden Sekretäre zeichnen kollektiv zu zweien; die Sekretäre jedoch nicht unter sich. Neues Domizil der Stiftung: Kirchgässli 3, beim Präsidenten Max Fenner, 3652 Hilterfingen.

Luzern - Lucerne - Lucerna

Berichtigung.

Personalfürsorgestiftung der Fa. Niderost AG, in Luzern ist die richtige Schreibweise der Firma (SHAB Nr. 75 vom 1. 4. 1978, S. 990).

28. März 1978.

Solidaritätsfonds SGG, in Luzern, Hirschmatstrasse 54, bei der Stifterin. Neueintragung. Stiftung laut öffentlicher Urkunde vom 7. 3. 1978. Zweck: Förderung der Massnahmen für die berufliche Umschulung, Aus- und Weiterbildung sowie für die Allgemeinbildung; Gewährung von Arbeitslosenhilfe; Leistungen an die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversorger; Unterstützung bei Krankheit; allgemeine Fürsorge; Ermöglichung preisgünstiger Ferien; Beiträge an die Institutionen des Christlichnationalen Gewerkschaftsbundes der Schweiz. Organe: Stiftungsrat und Kontrollstelle. Stiftungsrat: 5 Mitglieder. Präsident: Adolf Haas, von Kriens, in Sempach. Vizepräsident: Giovanni Grassi, von Novazzano, in Olten. Sekretär (dem Stiftungsrat nicht angehörend): Kurt Meier, von Emmen, in Emmenbrücke, Gemeinde Emmen. Sie zeichnen kollektiv zu zweien.

28. März 1978.

Stiftung Personalfürsorgefonds der Firma Jos. Hug Söhne, Luzern und der Firma Hug Brot AG, Littau, in Luzern (SHAB Nr. 40 vom 17. 2. 1973, S. 467). Gemäss Beschluss des Stiftungsrates vom 17. 1. / 14. 2. 1978, bestätigt durch Entscheid des Stadtrates von Luzern vom 3. 3. 1978, wurde das Stiftungsstatut total revidiert. Der Name der Stiftung lautet nun: **Stiftung Personalfürsorgefonds der Firma Bäckerei-Konditorei Hug A.G.** Weitere Änderungen berühren keine publikationspflichtigen Tatsachen.

30. März 1978.

Personalfürsorgestiftung Ingenieurbüro Desserich & Funk, Luzern, in Luzern (SHAB Nr. 261 vom 6. 11. 1976, S. 3186). Konrad Tschopp ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neue Mitglieder sind: Max Burri, von und in Kriens, und Robert Kalt, von Bötstein, in Luzern. Der Präsident zeichnet kollektiv zu zweien mit einem Mitglied.

Nidwalden - Nidwald - Untervaldo Sottoselva

3. April 1978.

Personalfürsorgestiftung der Firma Franz Murer-Odermatt, Bauunternehmung, in Beckenried (SHAB Nr. 8 vom 11. 1. 1975, S. 68). Die Unterschrift von Alois Gander ist infolge Ausscheidens aus dem Stiftungsrat erloschen. Neues Mitglied des Stiftungsrates ist Werner Würsch, von und in Beckenried; er zeichnet kollektiv zu zweien, jedoch nur zusammen mit dem Präsidenten des Stiftungsrates.

Glarus - Glaris - Glarona

3. April 1978.

Pneu-Romer Stiftung, in Bülten. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 9. März 1978 eine Stiftung. Sie bezweckt: Vorsorge für die ständigen Arbeitnehmer der Stifterfirma und deren Angehörige bzw. Hinterbliebene gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Tod, Krankheit, Unfall, Invalidität sowie sonstigen Notlagen und für Personen, für die der Arbeitnehmer nachweisbar bis zuletzt gesorgt hat. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von mindestens 3 Mitgliedern. Es sind dies: Ernst Romer, von Benken SG, in Rapperswil SG, als Präsident; Max Hächler, von Oberkulm, in Kollbrunn, als Vizepräsident; Josef Schnyder, von Vorderthal, in Winterthur, und Anton Steiner, von Rieden, in Gommiswald, als Mitglieder; sie zeichnen zu zweien, die Mitglieder Josef Schnyder und Anton Steiner jedoch nicht unter sich. Stiftungsdomicil: Ussbühl (bei der Stifterfirma).

Freiburg - Fribourg - Friburgo

Bureau de Fribourg

3. April 1978.

Stiftung Professor Dr. A. F. Utz, à Fribourg, avenue Weck-Reynold 5 (chez Mlle Dr. Brigitta Gräfin von Gallen). Nouvelle fondation. Dates des statuts: 24 et 30 août 1977. But: publier, rééditer et continuer les travaux scientifiques du professeur Dr. A. F. Utz, Fribourg (Suisse). Elle ne poursuit aucun but lucratif, au contraire. Elle aide exclusivement à l'élaboration des manuscrits et à leur publication sans rémunération. Le conseil de fondation est composé de trois à cinq membres. Dr. Brigitta Gräfin von Gallen, est présidente; Dr. Joseph Groner et Wolfgang Ockenfels membres, les trois d'Allemagne, à Fribourg. La fondation est engagée par la signature individuelle de la présidente ou par la signature collective à deux des autres membres.

Bureau Tefers

3. April 1978.

Stiftung für Personal-Fürsorge des Institutes St. Josef, Gugler AG, in Gugler, Gemeinde Giffers (SHAB Nr. 267 vom 14. 11. 1970, S. 2599). Die bisherige Stiftungsrätin Marie-Elisabeth Hasenböhler ist verstorben; ihre Unterschrift ist erloschen. Neu in den Stiftungsrat wurde gewählt: Regina Rutishauser, von Sommeri, in Giffers. Sie zeichnet kollektiv zu zweien.

Basel-Stadt - Bâle-Ville - Basilea-Città

28. März 1978.

Fondation Tour du Valat pour l'étude et la conservation de la nature, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 215 vom 14. 9. 1974, S. 2498). Durch Verfügungen der Aufsichtsbehörde vom 28. 12. 1977 und 20. 2. 1978 wurde das Stiftungsstatut geändert. Stiftungsrat nun: 7 bis 15 Mitglieder.

29. März 1978.

Stiftung Rheinbundhaus, in Basel (SHAB Nr. 5 vom 7. 1. 1978, S. 57). Felix Laiss, Stiftungsratskassier und Geschäftsführer, wohnt nun in Riehen.

29. März 1978.

Fritz Meyer-Stiftung, in Basel (SHAB Nr. 100 vom 29. 4. 1972, S. 1098). Domizil: Sevogelstrasse 26, bei Fritz Meyer Aktiengesellschaft. Unterschriften Walter Voegli und Ulrich Zwicky, Stiftungsratsmitglieder, erloschen. Jürg Vögli, bisher Zeichnungsberechtigter, zeichnet nun als Stiftungsratsmitglied zu zweien. Unterschrift zu zweien neu: Susi Zwicky, von Mollis, in Arlesheim, und Jean-Pierre Keller, von Baden, in Füllinsdorf, beide Stiftungsratsmitglieder.

31. März 1978.

Pensionskasse für das Personal der Fr. Sauter AG, Fabrik elektrischer Apparate, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 90 vom 17. 4. 1976, S. 1053). Durch Urkunde vom 24. 2. 1978 wurde mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 10. 3. 1978 das Stiftungsstatut geändert. Publierte Tatsachen nicht berührt. Übernahme: Aktiven und Passiven der «Versicherungskasse für die Angestellten und Arbeiter der Fr. Sauter AG, Fabrik elektrischer Apparate», Stiftung in Basel.

31. März 1978.

Personalfürsorgestiftung der Theodor Christ AG, in Basel (SHAB Nr. 176 vom 29. 7. 1972, S. 2019). Domizil nun: Rittergasse 25, bei La Roche & Co. Unterschriften Dr. Peter Ronus, Stiftungsratspräsident, und Hans Hochstrasser, Stiftungsratsmitglied, erloschen. Unterschrift zu zweien neu: Hans Lamprecht, von Bessersdorf und Zürich, in Zürich, Stiftungsratspräsident, und Gianni Bajardi, von Chiasso, in Seltisberg, Stiftungsratsmitglied. Dr. Alfred Meyer, Stiftungsratsmitglied, zeichnet nun zu zweien.

31. März 1978.

Personalfürsorgestiftung der Firma H. G. Poland AG Basel, in Basel (SHAB Nr. 182 vom 6. 8. 1977, S. 2585). Domizil: Parkweg 35, bei Wigham Poland AG.

31. März 1978.

Pensions-Kasse UHG, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 267 vom 13. 11. 1976, S. 1370). Unterschrift Werner Gass, Stiftungsratsmitglied, erloschen. Unterschrift zu zweien neu: Hans Kägi, von Bauma, in Birsfelden, Stiftungsratsmitglied.

St. Gallen - Saint-Gall - San Gallo

30. März 1978.

Pensionskasse der Firma Ed. Sturzenegger Aktiengesellschaft, in St. Gallen, Stiftung (SHAB Nr. 196 vom 23. 8. 1975, S. 2319). Die Unterschrift von Emil Brunner, Stiftungsratsmitglied, ist infolge Todes erloschen. Neu wurde mit Kollektivunterschrift zu zweien in den Stiftungsrat gewählt: Adeline Schönenberger, von Mosnang, in St. Gallen. Kollektivunterschrift zu zweien wurde ferner erteilt an: Sophie Wickli, von Krummenau, in St. Gallen.

3. April 1978.

Personalfürsorgestiftung der Firma Reguma A.-G. Widnau, in Widnau (SHAB Nr. 197 vom 24. 8. 1963, S. 2451). Die Unterschrift von Kurt Bollag, Vizepräsident des Stiftungsrates, ist erloschen. Dr. Albert Egli, bisher Präsident, ist nun Vizepräsident des Stiftungsrates und führt weiterhin Kollektivunterschrift zu zweien. Neu wurde mit Kollektivunterschrift zu zweien in den Stiftungsrat und als Präsident gewählt: Manfred Flubacher, von Basel, in Zumikon.

Graubünden - Grisons - Grigioni

29. März 1978.

Personalfürsorgestiftung der Firma Denoth SA, in Ramosch (SHAB Nr. 186 vom 11. 8. 1973, S. 2251). Alfred Ganzoni ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Gian Denoth ist nicht mehr Präsident, bleibt Mitglied, und Flurin Denoth, bisher Aktuar, ist nun Präsident. Neues Mitglied: Georg Cantieni, von Pignia, in Celerina/Schlarigna. Präsident zeichnet kollektiv zu zweien mit einem weiteren Mitglied.

Aargau - Argovie - Argovia

30. März 1978.

Heinrich und Rosa Schenkel-Stiftung, in Aarau (SHAB Nr. 48 vom 26. 2. 1955, S. 548). Unterschriften Karl Schenkel, Stiftungsratspräsident, und Hermann Basler, Stiftungsratsaktuar, erloschen. Einzelunterschrift neu: Peter Meuwly, von St. Antoni, in Widen, Stiftungsratspräsident, und Dr. Hans Maurer, von Aegst ZH und Zürich, in Illnau-Effretikon, Stiftungsratsaktuar. Domizil: bei Hermann Basler, Parkweg 19.

30. März 1978.

Personalfürsorgestiftung der Firma Blöchlinger AG, in Aarau (SHAB Nr. 266 vom 13. 11. 1971, S. 2756). Domiziladresse neu: Laurenzenvorstadt 101.

31. März 1978.

Patronaler Wohlfahrtsfonds der Lande Wellpappen AG, in Rupperswil, bei der Stiftrin, Büntenschlangen 838, Stiftung (Neueintragung). Datum der Stiftungsurkunde: 15. 3. 1978. Zweck: Sicherung der dauernden Fürsorge für das von der Stiftrin und mit ihr wirtschaftlich verbundenen Gesellschaften beschäftigte Personal und deren Hinterbliebene gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Tod, Krankheit, Unfall oder Bedürftigkeit aus unverschuldeten Notlagen. Stiftungsrat: 3 oder mehr Mitglieder. Unterschrift zu zweien führen: Dr. Fred Röthlisberger, von Langnau im Emmental, in Aarau, Stiftungsratspräsident, sowie Freyde Neuburger, von Zürich und St. Gallen, in Zürich; Peter S. Guggenheim, von und in Zürich, und Jakob Neuburger, von Zürich und St. Gallen, in Zürich, Stiftungsratsmitglieder.

Thurgau - Thurgovie - Turgovia

3. April 1978.

Personalfürsorgestiftung der Firma Angst Spengler & sanitäre Anlagen, in Frauenfeld (SHAB Nr. 302 vom 23. 12. 1972, S. 3298). Die Stiftungsurkunde ist mit Genehmigung der kantonalen Aufsichtsbehörde (Finanzdepartement) vom 28. Februar 1978 geändert worden. Der Name der Stiftung lautet nun: **Personalfürsorgestiftung der Firma Angst AG**. Der Stiftungsrat besteht nun aus mindestens 2 Mitgliedern.

Tessin - Tessin - Ticino

Distretto di Mendrisio

28 marzo 1978.

Fondo di previdenza per il personale dell'Argor S.A., in Chiasso, la previdenza a favore dei beneficiari, ecc. (FUSC del 31. 1. 1976, n° 25, p. 297). Guido Hanselmann, dimissionario (rappresentante dell'amministrazione), non è più presidente del consiglio di fondazione (C.F.); la sua firma è estinta. In sua sostituzione è stato nominato Alfonso Von Felten, da Winzau in Pregassona, presidente del C.F. (rappresentante dell'amministrazione), con firma collettiva a due con un rappresentante del personale.

Waadt - Vaud - Vaud

Bureau d'Avenches

29 mars 1978.

Fonds de prévoyance en faveur du Personnel de la Société Georges Lecoultré & Cie S.A., à Avenches (FOSC du 21. 12. 1974, p. 3420). Les pouvoirs conférés à Frédéric Dessonnaz, secrétaire démissionnaire, sont éteints.

Bureau de Grandson

30 mars 1978.

Fonds Eugène Thorens en faveur des veuves d'employés et d'ouvriers de Hermes Precisa International S.A., à Sainte-Croix (FOSC du 20. 11. 1976, p. 3333). Jacques Racine, de Lamboing et Ste-Croix, à Yverdon, a été nommé fondé de procuration avec signature collective à deux.

Bureau de Lausanne

29 mars 1978.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de A. Girod et Cie S.A., à Lausanne (FOSC du 8. 10. 1977, p. 3227). La signature de Roland Favre est radiée. La fondation est également engagée par la signature collective à deux du vice-président et secrétaire Roland Mettraux, de Genève, à Pully.

29 mars 1978.

Fondation de l'école hôtelière de la Société Suisse des Hôteliers, à Lausanne (FOSC du 13. 8. 1977, p. 2650). Nouvelle adresse: Le Chalet-à-Gobet.

30 mars 1978.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel du Bureau d'ingénieurs-conseils Jean-Louis Merz S.A., à Lausanne, fondation (FOSC du 26. 11. 1977, p. 3800). Statuts modifiés le 22 mars 1978 (décision du Département de l'intérieur et de la santé publique). Nouveau nom: **Fonds de prévoyance en faveur du personnel de Polydro ingénieurs-conseils S.A.** Nouvelle adresse: rue du Tunnel 1, chez Polydro ingénieurs-conseils S.A.

Bureau de Morges

22 mars 1978.

Fonds de prévoyance du personnel de Charles Veillon S.A., à Busigny-près-Lausanne (FOSC du 18. 11. 1972, p. 2985). Par décision du 14 février 1978, le Département de l'intérieur et de la santé publique a autorisé la modification des statuts dans le cadre de la reconstruction des systèmes de prévoyance créés par la société fondatrice. Les statuts ont été modifiés à la date du 14 février 1978. La fondation s'intitule désormais: **Caisse de pensions paritaire de Charles Veillon S.A.** Nouveau but: prémunir le personnel de la fondation contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et de la mort, en garantissant des prestations fixées par voie réglementaire. Comité de dix membres au moins. César Ozley, président; Gian Barblan, secrétaire, et Walter Nanni, caissier, ont démissionné; leurs pouvoirs sont éteints. Le comité se compose actuellement de: France Tcherdyne, d'Ormonts-Dessous, à Pully, présidente; Philippe Delay, de Provence VD, à Cully, vice-président; Jean-Charles Robatti, de Luens, à Lausanne, trésorier; Hilda Gasser, de Ste-Croix, à Lausanne, secrétaire (nouveau). La fondation est engagée par la signature collective à deux des présidente, vice-président, trésorier et secrétaire.

29 mars 1978.

Fonds de prévoyance Socorex Isba S.A., à Ecublens, nouvelle fondation. Date de l'acte constitutif: 13 mars 1978. But: venir en aide, en cas de besoin, aux membres du personnel de la fondatrice en cas de maladie, invalidité, accidents, vieillesse. Conseil de 3 membres nommés par la fondation. Si le personnel verse des contributions à la fondation, il participe à l'administration dans le mesure au moins de ses versements. Claude Fehlmann, de Bottenwil AG, à Vuillens-le-Château, président; Luis dos Santos, de et à Renens; Ursula Geiselhart, d'Allmagne, à Lausanne, secrétaire. Signature collective à deux des membres du conseil de fondation. Adresse: chez Socorex Isba S.A., chemin de Champ Colomb 7, Ecublens.

29 mars 1978.

Caisse de pensions complémentaire Hermes Precisa, à Yverdon (FOSC du 8. 2. 1975, p. 349). Procuration collective à deux est conférée à: Jacques Racine, de Lamboing BE et Sainte-Croix, à Yverdon.

3. avril 1978.

Fonds de prévoyance Hermes Precisa, à Yverdon (FOSC du 20. 11. 1976, p. 3338). Procuration collective à deux est conférée à: Jacques Racine, de Lamboing BE et Sainte-Croix, à Yverdon.

Neuchâtel - Neuchâtel - Neuchâtel

Bureau de Neuchâtel

31 mars 1978.

Fonds de prévoyance de Pizzera S.A. et des entreprises affiliées, à Neuchâtel (FOSC du 21. 8. 1976, n° 195, p. 2414). La signature de Claude Pizzera, président, est radiée. Benoit Pizzera, de Colombier, à Neuchâtel, est nommé président avec signature collective à deux. Jean-Paul Schaar, de Gondiswil BE, à Auvèrner, est nommé membre avec signature collective à deux.

Marken Marques Marchi

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum
Bureau fédéral de la propriété intellectuelle
Ufficio federale della proprietà intellettuale

Eintragungen - Enregistrements

292278. Hinterlegungsdatum: 1. Dezember 1977.
Mars Limited, 143-149, Fenchurch Street, London (Grossbritannien); Geschäftsadresse: Dundee Road, Slough (Buckinghamshire, Grossbritannien). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit abgeänderter Warenangabe der Marke Nr. 170736. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 1. Dezember 1977 an.

Genussmittel, einschliesslich Getränke und Tabakwaren, Back- und Konditorwaren, Dauerbackwaren, Schokolade, Nougat, Zuckerwaren, Konfekt. (Int. Kl. 29 bis 34)

MARS

292279. Hinterlegungsdatum: 6. Dezember 1977.
Oregon Freeze Dry Foods, Inc., 770 West 29th Avenue, Albany (Oregon, USA). - Produktion, Fabrikation und Handel.

Gefriergetrocknete Nahrungsmittel, nämlich Früchte, Gemüse, Kartoffeln, Reis, Mais, Pilze, Ei- und Getreideprodukte, Käse, Hühner-, Rind- und Schweinefleisch, Fisch und Krevetten; Speiseeis, Kaffee, Tee und Kakao. (Int. Kl. 29, 30)

MOUNTAIN HOUSE

292280. Date de dépôt: 6 décembre 1977.
Ancienne Maison De Greef (société de personnes à responsabilité limitée), 24-26, Rue au Beurre, Bruxelles (Belgique). - Commerce. - Renouvellement avec limitation de l'indication des produits de la marque n° 167176. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 13 septembre 1977.

Montres en métal précieux et en métal commun. (Cl. int. 14)

DE GREEF

292281. Hinterlegungsdatum: 7. Dezember 1977.
Walter Ronc, Drislerstrasse 43, 8107 Buchs (Zürich). - Handel.

Synthetischer Sportplatzbelag. (Int. Kl. 19, 27)

WAROFLOOR

292282. Hinterlegungsdatum: 8. Dezember 1977.
Tonex S.A., chemin du Montoly, 1196 Gland (Waadt). - Fabrikation.

Emulsion zur Herstellung von Siebdruckschablonen. (Int. Kl. 1)

TOPAZOL

292283. Hinterlegungsdatum: 8. Dezember 1977.
Prioritätsanspruch: Grossbritannien, 14. Juni 1977.
Standard Telephones and Cables Limited, 190, Strand, London W.C. 2 (Grossbritannien). - Fabrikation und Handel.

Lichtleitfasern, sowie elektrische Kabel mit zusätzlichen Lichtleitfasern. (Int. Kl. 9)

OPTRAN

292284. Hinterlegungsdatum: 8. Dezember 1977.
Standard Telephones and Cables Limited, 190, Strand, London W.C. 2 (Grossbritannien). - Fabrikation und Handel.

Anlagen und Einrichtungen für die Lieferung und Verteilung elektrischer Leistung, sowie Teile von und Zubehör zu solchen Anlagen und Einrichtungen. (Int. Kl. 9)

POWERDOL

292285. Hinterlegungsdatum: 8. Dezember 1977.
Standard Telephones and Cables Limited, 190, Strand, London W.C. 2 (Grossbritannien). - Fabrikation und Handel.

Anlagen und Einrichtungen für die Lieferung und Verteilung elektrischer Leistung, sowie Teile von und Zubehör zu solchen Anlagen und Einrichtungen. (Int. Kl. 9)

POWERLAB

292286. Hinterlegungsdatum: 12. Dezember 1977.
Mühlebach-Papier AG, Industriestrasse 270, 5242 Lupfig (Aargau). - Handel.

Papiere. (Int. Kl. 16)

SOLEIL

292287. Hinterlegungsdatum: 12. Dezember 1977.
Bru-Bu Werke AG, 4245 Kleintüzel (Solothurn). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit eingeschränkter Warenangabe der Marke Nr. 168049. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 25. Oktober 1977 an.

Tabakpfeifen. (Int. Kl. 34)

WEEK-END

292288. Hinterlegungsdatum: 13. Dezember 1977.
Andreas Illien, Neptunstrasse 99, 8032 Zürich. - Handel.

Damen- und Herrenschuhe, Taschen. (Int. Kl. 18, 25)

ANDY JLLIEN'S

292289. Hinterlegungsdatum: 13. Dezember 1977.
Thorens-Franz AG, Hardstrasse 41, 5430 Wettingen (Aargau). - Fabrikation und Handel.

Kompakt-Kassetten, Tonbandgeräte, Kassetten-Recorder, Radiogeräte, Plattenspieler, elektrische und/oder elektronische Verstärker, insbesondere auch für Ton- und Sprachwiedergabe, Tuner, Lautsprecherchassis, Lautsprecherboxen, elektrische Tonabnehmer für Plattenspieler, die auf elektromagnetischer Weise arbeiten, Mikrophone, Kopfhörer, elektrische Verbindungskabel, Tonarme, Tonköpfe sowie Teile der vorgenannten Waren; Reinigungsmaterial für die Waren der vorgenannten Art. (Int. Kl. 3, 9, 21)

THORENS

292290. Hinterlegungsdatum: 14. Dezember 1977.
E. Baer & Co., 6403 Küssnacht am Rigi (Schwyz). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit eingeschränkter Warenangabe der Marke Nr. 167593. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 10. Oktober 1977 an.

Schmelzkäse. (Int. Kl. 29)

SCHMELZLI

292291. Hinterlegungsdatum: 16. Dezember 1977.
Hospal AG (Hospal S.A.) (Hospal Ltd.), Missionsstrasse 62, 4055 Basel. - Fabrikation und Handel.

Medizinische und chirurgische Instrumente und Apparate, Labogeräte für Spitäler, Ärzte und Chirurgen, Infusions- und Transfusionsbestecke, arterielle und venöse Blutlinien für die Dialyse sowie Bestandteile und Zubehör für alle vorgenannten Erzeugnisse. (Int. Kl. 9, 10)

FIXY

292292. Hinterlegungsdatum: 16. Dezember 1977.
Hospal AG (Hospal S.A.) (Hospal Ltd.), Missionsstrasse 62, 4055 Basel. - Fabrikation und Handel.

Medizinische und chirurgische Instrumente und Apparate, Labogeräte für Spitäler, Ärzte und Chirurgen, Infusions- und Transfusionsbestecke, arterielle und venöse Blutlinien für die Dialyse sowie Bestandteile und Zubehör für alle vorgenannten Erzeugnisse. (Int. Kl. 9, 10)

FLUIFLO

292293. Hinterlegungsdatum: 16. Dezember 1977.
Hospal AG (Hospal S.A.) (Hospal Ltd.), Missionsstrasse 62, 4055 Basel. - Fabrikation und Handel.

Medizinische und chirurgische Instrumente und Apparate, Labogeräte für Spitäler, Ärzte und Chirurgen, Filter für medizinische Zwecke sowie Bestandteile und Zubehör für alle vorgenannten Erzeugnisse. (Int. Kl. 9, 10)

HOLOFY

292294. Hinterlegungsdatum: 16. Dezember 1977.
Hospal AG (Hospal S.A.) (Hospal Ltd.), Missionsstrasse 62, 4055 Basel. - Fabrikation und Handel.

Medizinische und chirurgische Instrumente und Apparate, Labogeräte für Spitäler, Ärzte und Chirurgen, Infusions- und Transfusionsbestecke, arterielle und venöse Blutlinien für die Dialyse sowie Bestandteile und Zubehör für alle vorgenannten Erzeugnisse. (Int. Kl. 9, 10)

INFULINE

292295. Hinterlegungsdatum: 16. Dezember 1977.
Hospal AG (Hospal S.A.) (Hospal Ltd.), Missionsstrasse 62, 4055 Basel. - Fabrikation und Handel.

Medizinische und chirurgische Instrumente und Apparate, Labogeräte für Spitäler, Ärzte und Chirurgen, Filter für medizinische Zwecke sowie Bestandteile und Zubehör für alle vorgenannten Erzeugnisse. (Int. Kl. 9, 10)

TISS-CAP

292296. Hinterlegungsdatum: 16. Dezember 1977.
Hospal AG (Hospal S.A.) (Hospal Ltd.), Missionsstrasse 62, 4055 Basel. - Fabrikation und Handel.

Medizinische und chirurgische Instrumente und Apparate, Labogeräte für Spitäler, Ärzte und Chirurgen, Filter für medizinische Zwecke sowie Bestandteile und Zubehör für alle vorgenannten Erzeugnisse. (Int. Kl. 9, 10)

TISS-CLEAR

292297. Hinterlegungsdatum: 2. November 1977.
Biochimica AG, Schappistrasse 12, 8006 Zürich. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 168129. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 11. September 1977 an.

Kosmetische Produkte. (Int. Kl. 3)

FOLLIMONE

Banque Privée S.A., Genève

Bilan au 31 décembre 1977

Actif		Passif	
	Fr.		Fr.
Caisse, compte de virements et compte de chèques postaux		Engagements en banque à vue	23 158 056.58
Avoirs en banque à vue	46 468 338.80	Engagements en banque à terme	48 916 658.84
Avoirs en banque à terme	25 963 260.16	— dont jusqu'à 90 jours d'échéance	41 056 647.11
— dont jusqu'à 90 jours d'échéance	251 750 572.46	Créanciers à vue	149 557 155.12
Effets de change et papiers monétaires	12 609 421.24	Créanciers à terme	168 391 090.23
— dont réscriptions et bons du trésor	100 000.—	— dont jusqu'à 90 jours d'échéance	149 091 981.32
Comptes courants débiteurs en blanc	7 225 490.44	Livrets et comptes de dépôts	4 468 536.26
Comptes courants débiteurs gagés	31 631 945.78	Obligations et bons de caisse	5 531 000.—
— dont garantis par hypothèques	371 029.87	Autres passifs	16 937 571.29
Avances et prêts à terme fixe en blanc	3 178 937.10	Capital	30 000 000.—
Avances et prêts à terme fixe gagés	9 104 445.28	Réserve légale	6 200 000.—
Titres	32 443 947.95	Autres réserves	20 600 000.—
Participations permanentes	18 061 350.26	Compte de profits et pertes:	
Immeubles à l'usage de la banque	5 480 000.—	Solde reporté de l'exercice précédent	158 081.95
Autres immeubles	2 100 000.—	Bénéfice de l'exercice	4 937 862.16
Autres actifs	8 254 716.78		
	<u>478 856 012.43</u>		<u>478 856 012.43</u>
Etat des titres			
	Fr.		Fr.
Obligations suisses:		Engagements par avals, cautionnements, garanties et accréditifs	18 644 269.16
Confédération		Engagements de versements sur actions	1 760 000.—
	1 575 000.—	Créances résultant d'opérations fermes, à terme, sur titres et métaux précieux	3 202 240.17
Obligations étrangères:		Engagements par opérations fermes, à terme, sur titres et métaux précieux	172 276.40
Corporations de droit public	5 648 899.48		
Divers	<u>25 077 548.47</u>		
Actions et autres titres étrangers	30 726 447.95		
	<u>142 500.—</u>		
	<u>32 443 947.95</u>		
Etat des participations permanentes			
	Fr.		Fr.
Actions et autres titres suisses:			
Banques	12 844 946.70		
Sociétés financières	1 615 000.—		
Divers	<u>20 000.—</u>		
Actions et autres titres étrangers:			
Banques	19 000.—		
Sociétés financières	3 522 401.56		
Divers	<u>40 002.—</u>		
	<u>3 581 403.56</u>		
	<u>18 061 350.26</u>		
Montant des actifs à l'étranger			
	Fr.		Fr.
— dont avoires en banque:			
jusqu'à 90 jours d'échéance	239 227 744.43		338 507 120.10
à plus de 90 jours d'échéance	22 540 833.26		
Charges		Compte de profits et pertes de l'exercice 1977	Produits
	Fr.		Fr.
Intérêts débiteurs	11 805 050.98	Intérêts créanciers	13 843 081.22
Commissions	568 090.39	Produit des effets de change et des papiers monétaires	1 150 502.14
Organes de la banque et personnel	10 059 327.27	Commissions	13 245 491.44
Contributions aux institutions de prévoyance en faveur du personnel	1 011 055.45	Produit des opérations sur devises et métaux précieux	1 985 404.73
Frais généraux et frais de bureau	3 761 439.71	Produit des titres	3 002 442.46
Impôts	1 458 829.05	Produit des participations permanentes	596 915.71
Pertes, amortissements et provisions	522 361.82	Divers	300 179.13
Bénéfice net	<u>4 937 862.16</u>		
	<u>34 124 016.83</u>		<u>34 124 016.83</u>
		Répartition du bénéfice net	
			Fr.
		Dividende	2 400 000.—
		Versement à la réserve légale	100 000.—
		Versements aux autres réserves	2 400 000.—
		Report à compte nouveau	<u>195 944.11</u>
			5 095 944.11

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Bern - Rédaction: Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique, Berne

Wasserwerke Zug Aktiengesellschaft

Die Aktionäre der Wasserwerke Zug werden hiermit zur **ordentlichen Generalversammlung** auf den 27. April 1978, 16.30 Uhr, ins Theater-Casino, in Zug, eingeladen.

Tagesordnung:

1. Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 28. April 1977.
2. Vorlage des Geschäftsberichtes und der Jahresrechnung pro 1977; Bericht der Kontrollstelle.
3. Beschlussfassung betreffend:
 - a) Geschäftsbericht;
 - b) Jahresrechnung;
 - c) Verwendung des Rechnungsergebnisses;
 - d) Entlastung des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung.
4. Wahlen:
 - a) von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates;
 - b) von zwei Mitgliedern der Kontrollstelle.
5. Verschiedenes.

Die Eintrittskarten sowie Geschäftsbericht und Jahresrechnung samt dem Bericht der Kontrollstelle und Antrag über die Gewinnverwendung können vom 18. bis 24. April 1978 gegen Nachweis des Aktienbesitzes bei allen Bankinstituten mit Domizil in Zug sowie deren Niederlassungen bestellt werden.

Die erwähnten Unterlagen liegen ausserdem am Sitz der Gesellschaft, Poststrasse 6, Zug, zur Einsicht auf.

Nach dem 24. April 1978 können keine Eintrittskarten mehr abgegeben werden.

Zug, den 30. März 1978

Der Verwaltungsrat

Seba SA, Aproz

Paielement du dividende

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 31 mars 1978 a fixé le dividende pour l'année 1977 comme suit:

par action fr. 35.—
 sous déduction de l'impôt anticipé 35% fr. 22.25
fr. 22.75

payable contre remise du coupon n° 18 dès le lundi 3 avril 1978 auprès de la Banque Romande, à Martigny.

Aproz, le 3 avril 1978

Seba SA

Société des Aménagements sportifs et touristiques de Verbier SA

Convocation à l'assemblée générale 1978

Les actionnaires de la Société des Aménagements sportifs et touristiques de Verbier SA sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

le mercredi 26 avril 1978, à 18 h., au Restaurant de la Piscine, à Verbier.

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Rapport de gestion.
3. Présentation des comptes de l'exercice 1976/1977.
4. Rapport de l'organe de contrôle.
5. Décharge aux administrateurs.
6. Elections statutaires.
7. Divers.

Le bilan, le compte de pertes et profits, le rapport de l'organe de contrôle sont tenus à disposition des actionnaires et peuvent être consultés dès la présente publication au siège social de la société soit au bureau de la société de développement de Verbier.

Le conseil d'administration
 Le président: R. Fellay

Institut Esam SA, Lausanne

Le conseil d'administration d'Institut Esam SA a l'honneur d'inviter les actionnaires à assister à

l'assemblée générale extraordinaire

qui aura lieu le jeudi 20 avril 1978, à 9 h., à Lausanne, avenue de Tivoli 19 bis, dans les locaux de la société.

L'ordre du jour est le suivant:

1. Augmentation du capital social.
2. Adoption de nouveaux statuts.
3. Elections au conseil d'administration.

Lausanne, le 5 avril 1978

Le conseil d'administration